

La Microfinance serait-elle devenue folle ?

Crise en Andhra Pradesh (Inde)

BIM n° - 25 avril 2006
Cyril FOUILLET

Depuis le début du mois de mars, dans les médias indiens, on entend beaucoup parler de microfinance. Une fois n'est pas coutume mais les titres ne sont plus flatteurs. Au contraire, depuis plus d'un mois, nous assistons à un renversement de situation. Accusé de pratiquer des taux d'intérêt usuriers et d'être à l'origine de 10 suicides, les IMF sont aux abois, comme l'indique le Times of India dans son édition du 15 mars, elles se « précipitent aux abris ». Voici quelques exemples des titres que l'on pouvait trouver dans la presse : « Doit-on imposer une limite aux taux d'intérêt en microfinance ? », « Les IMF risquent des poursuites », « Enquête officielle demandée à propos du fonctionnement des IMF dans l'Etat », « Les victimes de la microfinance déversent leurs larmes », « L'Etat prépare une loi contre les excès des institutions de microfinance », « Un emprunteur taillade à mort un agent de crédit », « Les IMF ont récupéré 2 milliards de roupies en coûts de transaction cachés », etc.

La sonnette d'alarme a été tirée. Le « train » microfinance n'a pas été stoppé mais les signaux d'alertes sont assez violents et inquiétants pour que les grands noms de la microfinance indienne aient décidé de prendre les choses en main pour ne pas, cette fois, rester pour de bon au milieu de la voie. Ils craignent un mouvement de refus de paiement.

Dans ce BIM, nous allons tenter de mettre en perspective la situation microfinancière spécifique de cet Etat indien et de lister les événements récents. Nous verrons tour à tour comment les institutions de microfinance (IMF) ont réagi à cette situation et nous évoquerons quelques pistes sur les causes profondes de cette crise. Nous ferons donc le lien avec le BIM d'il y a deux semaines sur la question du surendettement (Roesch 2006)

La situation du secteur en Andhra Pradesh

Comme Marc Roesch nous l'indiquait dans le BIM de la semaine dernière, l'Andhra Pradesh est, d'après les statistiques du ministère de l'Agriculture, l'Etat indien où les paysans sont les plus endettés (82 % contre une moyenne nationale autour de 50 %). C'est également l'Etat qui se targue de posséder le plus important réseau microfinancier du pays.

La variété des modèles qui y ont pris place - Self-Help Groups (SHGs)⁽¹⁾, Grameen, coopératives et individuel - et la croissance de ce mouvement ont offert à l'Andhra Pradesh une place de choix dans la carte mondiale de la microfinance. Hyderabad, la capitale de cet Etat, est considérée comme la Mecque de la microfinance en Inde. Ensemble, société civile, institutions financières privées et gouvernement ont promu plus de 28 000 organisations de village et plus de 1 000 fédérations de SHGs enregistrés sous le Mutually Aided Co-operatives Societies Act (MACs), un statut faisant suite à long mouvement en faveur d'un nouvel environnement pour les coopératives en Andhra Pradesh et repris depuis par cinq autres Etats (voir le [BIM du 06/12/05](#) sur la microfinance en Inde, Fouillet 2005). Pour C.S. Reddy, directeur général de la Mahila Abhivruddhi Society, Andhra Pradesh (APMAS), une association de lobbying pour la microfinance au niveau étatique, chaque village en Andhra Pradesh possède désormais au moins un SHG (Somasekhar, 2006).

Selon les données de la Banque nationale pour le développement rural et agricole (Nabard, 2004, 2005), le nombre de SHGs ayant disposé d'un crédit est passé de moins de 6 600 pour l'année financière 1998-1999, à plus de 107 300 en 2004-2005. Soit un rapport de 1 à 16. Si l'on compte une moyenne de 17 membres par SHGs, c'est plus de 1 600 000 foyers qui participaient à un SHG ayant reçu un prêt en 2004-2005, soit un peu plus de 10 % des foyers en Andhra Pradesh. Au niveau national, pour la même année, cet Etat représentait près de 20 % de l'ensemble des SHGs financés. Même si la prépondérance de cet Etat tend à diminuer (ce chiffre était de 30 % en 2003-2004), sa place dans le champ de la microfinance indienne reste très importante tant en termes de volume, qu'en termes de diversités, d'innovations et de réflexions sur les outils financier utilisés. Le montant des prêts octroyés aux SHGs de l'Etat d'Andhra Pradesh représentait 34 % du volume des crédits microfinance distribués pour l'ensemble de l'Inde en 2005, soit près de 196 millions d'euros.

Les évènements

Dans le district de Krishna (Andhra Pradesh), 10 personnes, toutes clientes d'IMF du secteur privées, sont mortes dans les mois passés.

En novembre dernier, un couple s'est suicidé en consommant du cyanure. Kumari avait emprunté 25 000 roupies (480 euros) à une institution pour le business de son mari. Pour compenser les difficultés financières rencontrées par son mari, Kumari prend deux nouveaux prêts du même montant à deux autres IMF. La situation devient alors rapidement difficile et le remboursement des prêts impossible. La pression des autres membres du groupe s'accroissant, le couple se suicide. Non loin de là, une femme, Rennu, est morte asphyxiée alors qu'elle se cachait dans un '*rice drum*' pour fuir la visite de l'agent de crédit venu réclamer les mensualités du prêt. Il y a quelques semaines, deux femmes d'un SHG sont secourues à temps par un fermier alors qu'elles s'étaient pendues à un arbre.

¹ Les SHGs sont des groupes d'épargnants et d'emprunteurs de moins de 20 personnes. La RBI autorise les transactions financières informelles dans des groupes ne dépassant pas 20 personnes ; au-delà, l'enregistrement des activités est obligatoire. Ces groupes sont basés sur un fonctionnement informel, une forme d'Association Rotative d'Epargne et de Crédit (AREC), de *chit-fund*, *chiti*, *bisi* ou tontine, mais avec un lien bancaire. Souvent mono castes, les SHGs ne peuvent prétendre à des crédits du secteur bancaire qu'après une période d'épargne d'environ 6 mois. Durant cette période, ces groupes doivent faire preuve entres autres de leur capacité à épargner régulièrement.

La presse rapporte également plusieurs cas d'agents de crédit conseillant à des clientes d'octroyer un nouveau prêt quand celles-ci n'arrivent plus à payer. Avec le temps la situation dégénère et le remboursement devient impossible. Les dérives évoquées vont alors du harcèlement verbal et sexuel à la prostitution en passant par l'enfermement et la confiscation de biens.

A la suite de nombreuses affaires de ce type dans le district de Krishna, plusieurs organisations de village décident de faire entendre leurs inquiétudes au *district collector* (l'équivalent du préfet) afin qu'il entame des poursuites contre les IMF accusées d'être responsables de ces suicides. Des élus locaux, les MLAs (députés), se retrouvent sous la pression des organisations de villages et des médias. Les IMF sont montrées du doigt et l'on commence à s'interroger sur leurs responsabilités. Perni Venkata Ramaiah, le MLA de Machilipatnam (district de Krishna), juridiction dans laquelle sont mortes sept personnes en quelques mois, pose ainsi le problème : « La mort de ces sept personnes est un mystère. Est-ce qu'elles ont mis fin à leurs jours compte tenu de leur incapacité à supporter le harcèlement des firmes de microfinance auxquelles elles avaient souscrit un prêt ? C'est la question. ». Tout en ajoutant un peu plus loin aux journalistes du Times of India : « Les firmes de microfinance ont progressivement détruit les SHGs formés sous le programme gouvernemental du DWCRA. Le gouvernement doit réagir vite. ».

La réaction ne se fait pas attendre et contre toute attente, le 11 mars, l'administration du district de Krishna en Andhra Pradesh, sous la personnalité de son *district collector*, Navin Mittal, prenait la décision de fermer 50 agences de deux IMF, Share Microfin Limited (SML) et Spandana. Le recours à des taux d'intérêts trop élevés est la principale raison invoquée. L'administration accuse également les IMF de recourir à des méthodes musclées pour recouvrer leurs prêts. A ce moment, d'après le Times of India, les poursuites du gouvernement à l'encontre des IMF ne font que commencer.

Réaction du secteur

Très rapidement, les principaux acteurs du secteur vont s'organiser pour mettre en place des contre feux face aux images négatives diffusés par les médias, notamment en langue telugu. La principale réunion s'est tenue à Hyderabad le 20 mars. Je vous reproduis ci-dessous un compte rendu que Vijay Majajan (Chairman de Basix – une des figures de la microfinance en Inde – voir BIM du 9/11/05) a largement fait circuler par la suite ⁽²⁾.

Les acteurs présents lors de cette réunion sont classés en trois catégories :

- ▷ Les IMF avec SML, Spandana, SKS, BASIX, Aadarsha ;
- ▷ Les associations de microfinance et apex avec Sa-Dhan, APMAS, FWWB ;
- ▷ Ainsi que les banques et institutions financières avec Small Industries Development Bank of India (SIDBI), NABARD, ICICI Bank, HDFC Bank, ABN Amro Bank.

² Voir notamment le forum 'Microfinance' sur Nabble, un meta forum réunissant les groupes de discussions EspaceFinance, Microfinance Practice et Development Finance (<http://www.nabble.com/Microfinance-f10918.html>).

Cette réunion a permis de mettre à jour 5 suggestions pour répondre à la crise :

L'établissement d'un dialogue proactif avec les autorités

Le point de vue des autorités et des IMF doit être partagé. Cette tâche a été confiée à l'association Sa-Dhan (une association indienne de lobbying pour la microfinance) qui doit immédiatement contacter plusieurs instances gouvernementales pour entamer le dialogue sur cette crise (gouvernement d'Andhra Pradesh, gouvernement indien, ministère des Finances, Banque centrale indienne (RBI)). Il est également décidé de monter dans la hiérarchie si les propositions de réunions restaient lettres mortes. Les banques et les institutions financières doivent également participer à cette action.

Il est spécifié que ces réunions doivent avoir pour objectif de clarifier le vocabulaire employé par les autorités et les politiciens à travers les médias : « taux d'intérêt usurier », « pratiques coercitives de recouvrement », « chasse aux membres des SHGs », « détention illégale de biens comme garanties ». Ces réunions doivent également rappeler que les actions des IMF se déroulent en conformité avec la loi et les règles de la Banque Centrale, qu'elles ciblent les foyers pauvres dont les besoins en crédit ne sont pas assurés par les banques, et que les IMF ne reçoivent pas de subventions du gouvernement. Aussi, les IMF demandent à être encouragées, comme elles le sont par le ministre des Finances et par la RBI. La décision prise par certains officiels de fermer des agences d'IMF et d'encourager les emprunteurs à ne pas rembourser va avoir de néfastes répercussions sur les pauvres et la discipline du crédit.

Un audit public

Il a été suggéré qu'un audit public du secteur de la microfinance en Andhra Pradesh soit mené. Sa-Dhan doit établir un groupe de personnes expérimentées pour mener à bien cette mission. Pour l'heure, il a été décidé de faire circuler la note du CRISIL (voir ci-dessous) le plus largement possible.

L'adoption d'un code de conduite par les IMF

Il a été soulevé que cette crise devait être utilisée comme une opportunité pour améliorer les pratiques du secteur tout en se débarrassant des mauvaises. Un document de travail sur un code de conduite a été discuté et amendé. Depuis, un « Voluntary Mutual Code of Conduct » a été adopté. Les grandes lignes de ce document se trouvent en annexe.

L'adoption d'un code de conduite pour les banques et les institutions financières

Il a été reconnu que l'une des raisons de la crise avait été la concentration et la pression des banques et institutions financières dans certaines zones géographiques et certaines IMF. De plus, d'un côté, les banques privées et la SIDBI n'ont pas remis en causes les mauvaises pratiques de certaines IMF qu'elles suivent, et de l'autre, les banques du secteur public et la NABARD ne se sont pas préoccupées d'évaluer l'impact que pourrait avoir l'offre de crédits à des taux d'intérêts ne correspondant pas à ceux du marché. Les banques et les institutions financières ont besoin d'identifier leur part de responsabilité et de travailler avec les acteurs du secteur pour corriger la situation. La ICICI (banque privée) et la SIDBI (agence de refinancement) ont été priées de s'occuper de ce point.

La question de la relation avec les médias

Il a été décidé que toutes les IMF et les banques devraient rencontrer les médias de leur propre chef afin de leur apporter des éléments de clarification sur la microfinance. Les calomnies colportées par les médias, et en particulier par les médias en langue telugu, doivent trouver un droit de réponse à travers la tenue de réunions avec journalistes et rédacteurs. Dans le même temps, les IMF et les banques doivent communiquer sur l'état des lieux en matière de taux d'intérêt, de coûts d'opération, de collecte du remboursement, sur les garanties, etc. L'association Sa-Dhan a été désignée pour prendre la tête du collectif conduisant cet effort.

Comme prévu, l'agence de notation Crisil a largement fait circuler une petite note précisant que l'action du gouvernement dans le district de Krishna n'avait pas, pour l'instant, d'impact sur les IMF de la région notées par Crisil, à savoir, la SML et Bhartiya Samruddhi Finance Limited (BSFL). Dans le cas présent, seule la SML est concernée avec la fermeture de 12 branches de son réseau. L'agence de notation considère que ces fermetures ne sont pas suffisantes pour avoir un impact sur le profil financier et commercial de la compagnie. Celle-ci ne mérite donc pas d'être dégradée. La part du portefeuille de prêts affectée est d'environ 5 % au mois de février. La SML est une IMF qui offre des crédits à plus de 750 000 emprunteurs à travers plusieurs districts des Etats de l'Andhra Pradesh, du Chhattisgarh et du Karnataka. La compagnie possède un réseau de 295 branches et les prêts en cours au 31 décembre 2005 représentaient 3,9 milliards de roupies, soit 75 millions d'euros. A la même date, la SML affichait un PAT (Profit after tax) de 46,9 millions de roupies, soit un peu plus de 900 000 euros, contre près de 500 000 euros les années précédentes.

Dissensions entre microfinance publique et privée

Quels sont les éléments sous-jacents qui pourraient expliquer l'apparition de cette crise en Andhra Pradesh ? Pour certains, les IMF auraient commis l'erreur de protester contre un programme gouvernemental appelé Pavala Vaddi. Avec le scandale qui secoue la région, le gouvernement détient désormais son excuse pour passer à l'action. Car ce n'est pas seulement Spandana et la SML qui se retrouvent sous les attaques mais toutes les IMF de la région. Les membres du gouvernement sont assez clairs et n'hésitent pas à dire que l'Andhra Pradesh n'a pas besoin des IMF et qu'elles devraient travailler dans les Etats où le gouvernement n'est pas capable de gérer la distribution du crédit en milieu rural.

A la fin des années 90, le *chef minister* de l'Andhra Pradesh de l'époque, Chandrababy Naidu, établit des partenariats avec la Banque mondiale afin de créer un réseau de SHGs à travers l'Etat. Ce programme appelé VELUGU et plus tard, renommé Indira Kranti Pratham a été principalement subventionné par des banques du secteur public. Aujourd'hui, environ 75 % des SHGs opérant en Andhra Pradesh suivent ce modèle de financement. Les prêts octroyés à travers le VELUGU sont fortement subventionnés. Les emprunteurs se retrouvent avec des taux d'intérêt aux alentours de 9 % par an. De l'autre côté, les IMF principalement financés par le secteur privé chargent beaucoup plus leur prêts. Officiellement autour de 24 % mais les taux dépassent parfois cette limite.

L'empoignade entre acteurs publics et privés a véritablement débuté lors des élections de 2004 avec la mise en place par le nouveau gouvernement de Rajshekhar Reddy de ce fameux programme, le Pavada Vaddi. Initialement introduit comme une dernière subvention, il venait compléter les subventions du VELUGU en permettant aux SHGs de bénéficier de crédits non plus à 9 % mais à 3 % ! Les SHGs se voyaient alors appliquer un taux de 9 % et, une fois le

prêt remboursé, 6 % devait leur être crédité. Un an plus tard, l'Etat voulu aller encore plus loin et appela les SHGs à ne plus payer que 3 % directement. L'Etat s'acquittant du reste.

A l'époque, les représentants de plusieurs IMF du secteur privé s'étaient horrifiés aux vues de ces annonces et n'avaient pas manqué de le faire savoir. Pour eux, ces taux d'intérêt artificiellement bas rendraient le secteur privé non attractif pour les SHGs. De plus, qu'est ce qui se passerait si les gens commençaient à créer des SHGs pour exploiter des prêts à bas prix (ce qui est arrivé depuis) ? Plus important encore à leurs yeux, ce programme allait porter atteinte au cœur même de l'idéal des SHGs. Avec ce régime de subventions, les disciplines financières liées aux pratiques de crédit et d'épargne pouvaient complètement dérailler.

En résumé, pour les uns, c'est l'empressement des banques privées comme la ICICI ou la SIDBI à prêter aux IMF qui explique la mise à feu de cette crise. Pour Vijay Kumar, le directeur général de la Society for Eradication of Rural Poverty (SERP), « Chaque activité a son propre rythme de croissance, mais ces gens (IMF du secteur privé) ont foncé comme des fous furieux ». Pour le leader du parti du Congrès, P. Venkat Rao, « Le gouvernement aurait dû prendre des mesures contre ces compagnies 5 ans plus tôt lorsqu'elles ont organisé le 'pillage' de l'activité de prêts sous le vocable de microfinance. Le gouvernement doit identifier les compagnies de microfinance qui ont trompé les gens et conduit des actions frauduleuses pour se faire rembourser leurs prêts. » (TNN, 2006).

Pour les autres, le Pavada Vaddi fut un très bon coup médiatique en vue des élections mais n'a aucun sens financier. Ce programme crée des dissensions et instabilités entre privé et public qui affectent les pratiques. A termes, il peut porter atteinte au secteur de la microfinance dans son ensemble.

Pour d'autres encore, les banques, devant augmenter leur part de marché en milieu urbain où la compétition est intense et les marges maigres, se rabattent sur le milieu rural pour engranger de confortables profits. Tout cela participe au stress de la microfinance.

Conclusion

Depuis cette réunion des principaux acteurs du secteur de la microfinance de l'Etat de l'Andhra Pradesh que je vous ai rapportée un peu plus haut, des dizaines de conférences de presses, d'interviews ont été organisées avec les médias. De nombreuses réunions ont également eu lieu avec des officiels du gouvernement de l'Andhra Pradesh. Les autorités locales ont également autorisé la réouverture des 50 agences de la SML et de Spandana. Les opérations normales sur le terrain ont pu reprendre leur cours.

Néanmoins, la situation ne va pas en s'améliorant tant sur le terrain que dans les salons feutrés du gouvernement. La controverse à propos des méthodes de recouvrement des IMF a pris, mercredi 5 avril, une nouvelle dimension lorsqu'un client de la SML a tailladé à mort un agent de crédit. Arrêté par la police, il a expliqué qu'il ne pouvait plus supporter le harcèlement et les pressions de l'IMF. Ce client avait emprunté 12 000 roupies (230 euros) auprès de la SML. C'est lorsque le prêt est arrivé à échéance et que l'agent de crédit est venu réclamer le remboursement que le meurtre a eu lieu.

Le rapport commandé par le gouvernement auprès du SERP et remis en fin de semaine dernière ne va pas non plus dans le sens de l'apaisement. Après l'analyse des transactions financières des IMF incriminées du district de Krishna, les membres du comité se sont dits choqués par l'importance des coûts cachés qui ont été collectés sans que les emprunteurs en soient in-

formés. Ces coûts cachés sont estimés par l'enquête à plus de 2 milliards de roupies, soit plus de 38 millions d'euros. Ces coûts incluent les services administratifs, les charges d'assurance, le dépôt de sécurité, etc. On reproche également aux IMF de ne pas verser des intérêts sur l'épargne et les dépôts de garantie collectés. Pour Vijay Kumar, à la tête du comité qui a remis son rapport au *chief minister* d'Andhra Pradesh, les IMF ont violé plusieurs lois, à la fois civiles et criminelles. Le gouvernement n'a, pour l'heure, toujours pas réagi.

Le « train » microfinance n'a pas encore été ralenti dans sa lancée mais jusqu'à quand ?

Comme venant contredire l'existence même de cette crise, le 28 mars, on apprenait que Khosla Ventures et d'autres « capital-risqueurs » avaient investi 2,1 millions d'euros dans l'IMF SKS Microfinance. Jusqu'à ce jour, il s'agit de l'investissement le plus important jamais effectué dans une IMF indienne du secteur privée. D'après le Times of India (Sengupta, 2006), cette opération devrait permettre à SKS de passer de 200 000 à 700 000 clients pour l'année financière 2006-07. Fondé en 1998, SKS touche 200 000 clients dans plus de 3 000 villages et 5 Etats indiens (Andhra Pradesh, Maharashtra, Karnataka, Madhya Pradesh et Orissa). Les trois principaux investisseurs, avec près de 400 000 euros chacun, sont les entrepreneurs Ravi Reddy et Sandeep Tungare (les co-fondateurs de Vistaar Technologies) ainsi que Unitus Equity Fund (Global Microfinance Accelerator).

Les taux d'intérêts s'élèvent à plus de 60 % chez les moneylender (et le lot de suicide qui y sont associés – voir les nombreux articles parus dans la presse internationale depuis 1998 sur ce sujet), 24 à 36 % dans les IMF, 9 % dans les banques ; les intérêts représentent des jours et des semaines de travail pour des gens qui ont du mal à, justement, trouver du travail (BIM du 11/04/06).

Parallèlement, d'importantes IMF embauchent des spécialistes en marketing pour développer des campagnes de promotion de prêts et assurances auprès de ces pauvres !

La crise actuelle est-elle un phénomène marginal ou le révélateur que la « machine Microfinance » serait devenue folle ?

Annexe

Voluntary Mutual Code of Conduct for Micro Finance Institutions: Mar 21, 2006

In view of the various issues about MFI pointed out by AP Government Officials and the media, the following code of conduct was adopted in a meeting in Hyderabad on March 20, 2006.

Complementing credit delivery by SHGs:

1. MFIs will ensure that they complement the credit provided to poor households under the SHG-Bank linkage program, and especially extend services to those not served adequately by banks.
2. MFIs will avoid over-financing of the same household by different MFIs, by informal information sharing on operations among themselves and with banks doing SHG lending.

Interest rates and Savings:

3. MFIs will charge reasonable interest rates, which are based on schedule attached below. MFIs will indicate interest rates, including loan processing and other charges, on an annual percentage rate basis (effective rate on declining balance basis).
4. MFIs will collect savings from members/customers only when explicitly allowed by the RBI or a state legislation to do so.

Recovery of loans:

5. MFIs will not take original land titles, house pattas, ration cards, etc as collateral security for loans but can take copies of these for fulfilling “know your customer” norms of the RBI.
6. MFIs will strictly instruct staff members not to use abusive language or intimidation tactics while collecting repayment and will dismiss those staff members who do so.
7. MFIs will ensure that all borrowers are provided with life and other insurance which covers the loan outstanding and some additional amount, in conformity with IRDA guidelines.
8. In case of death of the borrower, a family member or of livestock or any other major adversity in the borrower’s household, the MFIs will offer ways and means to reduce the shock for the family.

Governance and Transparency:

9. MFIs will adopt a high standard of corporate governance, with eminent independent board members and fully involving them in policy related decision.
10. MFI leaders will declare their salary and benefits on an annual basis in the financial statements.
11. MFIs will ensure ethical and disciplined behaviour by their staff; take action against those who do not conform and declare the names of those staff members who have been dismissed.
12. MFIs will stay in touch with government authorities, banks and the media on a regular basis.

Bibliographie

Aneel Kumar (2006), “MFIs on a correction course. Firms Reduce Interest Rates, Plan to Work with State Govt”, *Times of India*, Business Times, 29 mars, p. 1.

Fouillet Cyril (2005), « La microfinance en Inde : données chiffrées et zoom sur les Self-Help Groups », *Bulletin d’Information du Mardi*, Gret – Cirad, Espace Finance, 06 décembre, 10 p.

Guntur (2006), “MPs, MLAs cry for action against MFIs”, *The Times of India*, Hyderabad, 7 avril

Nabard (2004), *Progress of SHG – Bank Linkage in India, 2003-2004*, Mumbai, 132 p.

Nabard (2005), *Progress of SHG – Bank Linkage in India, 2004-2005*, Mumbai, 160 p.

Ravi Reddy (2006), “MFIs liable for prosecution”, *The Hindu*, Andhra Pradesh édition, 13 avril.

Ravi Reddy (2006), « MFIs recover Rs. 200 crores as ‘hidden costs’, *The Hindu*, Andhra Pradesh édition, 14 avril.

Roesch M. (2006), “Des dettes jusqu’à ne plus en vivre”, *Bulletin d’Information du Mardi*, Gret – Cirad, Espace Finance, BIM-11-04-06, 11 avril, 6 p.

Sengupta Snigdha (2006), « Destination Microfinance », *Businessworld*, 1 avril.

Somasekhar M. (2006), “SHGs growing on ‘weak foundation’”, *The Hindu*, Business Line, 8 avril.

Somasekhar S. (2006), “SHGs growing on ‘weak foundation’”, *The Hindu*, Business Line, 7 avril.

Surya Desaraju, (2006), “Financing deaths the micro way”, *Sunday Times of India*, 2 avril, p.1.

The Economic Times (2006), “Cap the interest rate on microfinance ?”, 21 mars.

The Hindu (2006), “Ban on micro-finance companies sought. Women gather at Collectorate to put forward demand”, 15 mars, p. 6.

The Hindu (2006), “Micro-finance victims petition rights panel”, 14 mars.

The Hindu (2006), “State mulls law against erring micro-finance institutions”, 21 mars, p. 4.

The New Indian Express (2006), “Bill soon to regulate micro-finance firms”, 30 mars, p.5.

Times of India (2006), “Microfin victims pour out woes”, 30 mars p. 1.

The Times of India (2006), “Borrower hacks small loan collector to death”, 6 avril, p. 1.

The Hindu (2006), “Microfinance Institutions to cut interest rate in Andhra Pradesh, far-reaching decisions taken at the forum meeting”, 21 avril Tamil Nadu édition.

Vijayawada (2006), “Official enquires into row over functioning of MFIs in State”, *The Hindu*, Andhra Pradesh édition, 30 mars.